



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, Noël SEGURA

Transports et Mobilité - Avenant n° 2 à la Délégation de Service Public Transports urbains - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024.

Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS « *Transdev Mobilités Montpellier Métropole* », pour la période 2019-2024. Cet avenant n°1 était sans impact financier.

Le contrat de DSP prévoyait la mise en œuvre d'un nouveau réseau de bus. A travers ce nouveau réseau, l'objectif pour Montpellier Méditerranée Métropole était de renforcer l'attractivité du bus, pour sortir de la logique du tout-tramway qui prévalait ces dernières années. Pour mémoire, le tramway représente aujourd'hui près de 80 % de la fréquentation globale du réseau TaM.

En améliorant l'offre de bus en termes de fréquence, d'amplitude horaire, de vitesse commerciale mais aussi de confort des véhicules, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite ainsi conquérir une nouvelle clientèle et améliorer la fréquentation.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce nouveau réseau bus, une première étape a été franchie en septembre 2019 puisqu'elle intègre un renforcement de l'offre bus en termes de fréquence et d'amplitude horaire qui s'est traduit par des kilomètres supplémentaires, principalement sur les communes hors Montpellier. *In fine*, le nouveau réseau ainsi déployé prend en compte :

- Des fréquences renforcées sur de nombreuses lignes ;
- La desserte de nouveaux quartiers ;
- Une amplitude horaire étendue (jusqu'à 22h00 et les dimanches et jours fériés) ;
- Une augmentation des connexions avec le réseau ferroviaire et les zones d'activités ;
- Une meilleure lisibilité de l'offre pour l'usager.

La mise en œuvre de ce nouveau réseau a nécessité au préalable de concerter l'ensemble des communes concernées. Dans ce cadre, des réunions ont été organisées avec les communes afin de présenter l'offre figurant au contrat de DSP et de l'adapter pour répondre au mieux aux besoins de mobilité des habitants.

Ce dialogue engagé avec les communes se poursuivra afin de continuer à adapter au mieux l'offre de transport à la demande des habitants et de travailler sur de nouvelles évolutions, qui pourront être mises en œuvre en septembre 2020.

Dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°2 au contrat de DSP afin de :

- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019, notamment :
 - o La modification du kilométrage ;
 - o La modification des objectifs de fréquentation ;
 - o La modification des objectifs de recettes ;
 - o La modification du montant de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) versée au délégataire et au subdélégataire.
- Prendre en compte les impacts financiers de la location d'autobus articulés pour la desserte de la gare TGV Sud de France du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2022 ;
- Prendre en compte les impacts financiers du changement de motorisation et du décalage de livraison en mai 2020 des 15 bus suburbains achetés par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire (annexe 13) et d'investissements du délégant (annexe 15) ;

- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de la prolongation jusqu'au 31 décembre 2020 du service de location de vélos en libre-service Vélomagg ;
- Prendre en compte les impacts financiers de la modification du mode de rémunération des services de transport dédiés aux sorties éducatives scolaires ;
- Prendre en compte les impacts financiers des modifications de la grille tarifaire (annexe 30) imposées par la Métropole ;
- Prendre en compte les impacts financiers de la mise en cohérence des annexes 29 (CEP) et 39 (cahiers financiers) avec l'annexe 31 (mode de calcul des compensations sociales) ;
- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de la décision de la Métropole de confier une étude d'exploitabilité des lignes Métronome au délégataire (annexe 45) ;
- Mettre à jour certains articles et annexes du contrat de DSP, sans impact financier sur la SFE.

Au-delà des annexes précitées, les annexes n°29 (compte d'exploitation prévisionnel), 39 (cahiers financiers) et 43 (compte de résultat prévisionnel) seront modifiées en application des dispositions du présent avenant.

L'impact financier de l'avenant 2 est une hausse du total des produits d'exploitation (somme des recettes d'exploitation et de la subvention forfaitaire d'exploitation) de +13,364 M€ sur l'ensemble du contrat (2018-2024), soit une augmentation de +2,1 % par rapport au contrat initial.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°2 au contrat de DSP des transports publics urbains, ainsi que les annexes mises à jour ;
- dire que la dépense correspondante est prévue au budget principal et au budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111164-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 13_Investissements subventionnés_avenant 2.pdf
- Annexe 15_Investissements 3M_avenant 2.pdf
- Annexe 29_CEP_avenant 2.pdf
- Annexe 30_Grille tarifaire_avenant 2.pdf
- Annexe 39_Cahiers financiers_avenant 2.pdf
- Annexe 40_Modalités d'exploitation des P+Tram_avenant 2.pdf
- Annexe 45_Assistance lignes Métronomes_avenant 2.pdf
- Avenant 2 DSP_2019-12.pdf
- Délibération avenant 2 DSP_2019-12.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.